

L'approche de C2G

Le défi

Le monde n'est pas en voie de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ni même à 2°C, et les conséquences d'un dépassement de ces objectifs se font de plus en plus évidentes.

En 2021/2022, le [Groupe d'experts international sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#) a réaffirmé que l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle est un élément majeur dans tous les trajectoires évaluées comme étant susceptibles de limiter le réchauffement climatique à 2°C ou 1,5°C. Des niveaux sans précédent de réduction des émissions et d'EDC sont désormais nécessaires pour atteindre des émissions nettes égales à zéro à l'horizon 2050, et des émissions nettes négatives après cette date.

Les gouvernements, les scientifiques, la société civile et le secteur privé accordent de plus en plus d'attention et de ressources à l'EDC, mais les progrès restent limités ; en outre, le manque de gouvernance entrave la mise en œuvre à l'échelle requise et ralentit le rythme des éliminations nécessaires, même dans les trajectoires de réduction des émissions les plus drastiques envisagées par le GIEC. Selon le GIEC, même dans les trajectoires d'émissions les plus faibles qu'il a évalués, il est désormais plus probable qu'improbable que le réchauffement dépassera 1,5°C.

Certains scientifiques ont également examiné d'autres approches, connues sous le nom de modification du rayonnement solaire (MRS)¹, qui pourraient contribuer à réduire les risques climatiques. Selon le GIEC, si certaines approches de MRS sont susceptibles de compenser le réchauffement et de réduire certains aléas climatiques, il existe de grandes incertitudes et des lacunes dans les connaissances quant à leur potentiel de réduction des risques liés aux changements climatiques. Si la MRS devait être mise en œuvre, elle s'accompagnerait certainement d'un grand nombre de nouveaux risques pour les personnes et les écosystèmes. Ces risques ne sont pas bien compris.

La recherche, le développement ou le déploiement de la MRS présenteraient-ils des risques globaux plus ou moins importants que les risques liés au dépassement d'un réchauffement de 1,5°C ou même de 2°C ? Des choix difficiles se profilent. Ce qui est clair, c'est qu'aucune option de réponse climatique n'est exempte de risque.

Le GIEC nous dit qu'il n'existe actuellement aucun cadre ou forum international officiel qui ait pour mission d'orienter et de relier les processus de gouvernance pour la recherche, le développement, la démonstration ou le déploiement de la MRS, ce qui

¹Également appelée ailleurs, entre autres, géoingénierie solaire, géoingénierie, gestion du rayonnement solaire, ingénierie climatique ou intervention climatique. C2G utilise la terminologie du GIEC : modification du rayonnement solaire.

pose des risques en soi. Une gouvernance généralisée à de nombreux niveaux est essentielle pour aider les décideurs et les acteurs concernés à prendre des décisions éclairées, pour lesquelles ils mettent en balance les avantages et les risques, ainsi que les synergies et les compromis des différentes options de réponse climatique dans un monde qui se réchauffe rapidement. Ceci consiste notamment à examiner la possible interaction de ces techniques émergentes avec la réalisation des objectifs de développement durable.

Deux types d'approches de modification du climat :

L'élimination du dioxyde de carbone (EDC) désigne les techniques qui permettent de retirer le dioxyde de carbone (CO₂) de l'atmosphère et de le stocker de manière durable. Elles se déclinent en deux grandes catégories - fondées sur la nature et fondées sur la technologie - et présentent de grandes différences, notamment quant à leurs besoins de gouvernance. Aucune approche n'est susceptible de suffire à elle seule. Selon les récentes évaluations du GIEC, en plus de fortes et rapides réductions des émissions, l'EDC à grande échelle est un élément essentiel dans tous les scénarios susceptibles de limiter le réchauffement à 2°C ou 1,5°C et elle est inévitable si l'on veut atteindre des émissions nettes égales à zéro. L'EDC et sa gouvernance figurent désormais de plus en plus à l'ordre du jour des discussions et des processus nationaux et internationaux.

La modification du rayonnement solaire (MRS) désigne les techniques qui visent à renvoyer la lumière du soleil dans l'espace ou à permettre à davantage de chaleur de s'échapper de l'atmosphère terrestre. Elles s'attaqueraient essentiellement à un symptôme du changement climatique, plutôt qu'à sa cause profonde, et sont très différentes les unes des autres. Selon de récentes évaluations du GIEC, si certaines techniques de MRS sont susceptibles de réduire certains aléas climatiques, leur mise en œuvre s'accompagnerait d'un grand nombre de nouveaux risques, qui ne sont pas bien compris. Par ailleurs, il n'existe actuellement aucune gouvernance internationale officielle pour la recherche, le développement, la démonstration ou le déploiement de la MRS, ce qui présente

La mission de C2G

[L'initiative Carnegie pour la gouvernance du climat - Carnegie Climate Governance Initiative \(C2G\)](#) vise à accélérer la création d'une gouvernance efficace pour les techniques de modification du climat, en particulier pour la MRS et l'EDC à grande échelle.

Sa mission aura été accomplie lorsque les processus de gouvernance seront pris en charge par les gouvernements et les organismes intergouvernementaux, et que ses activités seront intégrées dans des organisations intergouvernementales telles que les Nations unies et d'autres acteurs non étatiques. C2G mettra un terme à ses activités à la fin de l'année 2023. Les **principes directeurs** de C2G sont les suivants :

- **L'impartialité** : C2G est impartiale sur l'utilisation potentielle des techniques ou interventions de modification du climat, mais elle ne l'est pas sur la nécessité d'une gouvernance efficace.
- **Le besoin de gouvernance** : la gouvernance englobe des interlocuteurs issus de tous les secteurs de la société qui se réunissent dans le cadre de différents processus pour discuter, apprendre, partager des connaissances et prendre des décisions à de nombreux niveaux.
- **Les règles du droit international** : C2G affirme la nécessité d'une action climatique urgente sur de nombreux fronts, notamment la mise en œuvre des accords multilatéraux existants.
- **Une vaste approche de la gestion des risques** : C2G encourage les discussions fondées sur des preuves et guidées par le principe de précaution, concernant les possibles avantages, risques, compromis et synergies.
- **La préparation** : la société doit prendre des décisions difficiles aujourd'hui, afin d'être prête pour demain.

Qu'est-ce que la gouvernance ?

C2G se fonde sur la définition de la gouvernance donnée par le GIEC : la gouvernance va au-delà des lois, des règles et des réglementations et comprend des processus multiples et diversifiés, qui engagent tous les secteurs de la société dans un processus d'apprentissage, de discussion et de prise de décision, ce qui peut aboutir à la conclusion d'accords multilatéraux. C2G n'a pas pour rôle d'influencer le résultat spécifique de ces processus, mais de sensibiliser aux questions fondamentales que soulève leur gouvernance.



La stratégie de C2G

C2G s'efforce de travailler avec les décideurs politiques et leurs conseillers dans les organisations gouvernementales et non étatiques, aux niveaux régionaux, nationaux et à l'échelle internationale. Elle cherche à travailler avec des acteurs à même d'accélérer le processus, qui mènent des discussions plus larges sur la gouvernance sociétale. C2G n'est pas axée sur le grand public. Les publics visés sont notamment :

- **Les organisations intergouvernementales (OIG) :** le bureau du secrétaire général des Nations unies, différents départements des Nations unies, dont les commissions régionales, l'ANUE/le PNUE, la CCNUCC, la CDB, la CNULCD, le GIEC, l'OMM, le Commonwealth, le G20, le Conseil de l'Arctique, le Forum des îles du Pacifique, l'UA et sa Commission, l'UE, l'UICN.
- **Les gouvernements nationaux :** les décideurs et leurs conseillers qui occupent des postes clés importants au sein des gouvernements des pays sélectionnés.
- **Acteurs non étatiques (AnE) :** principales organisations de la société civile (OSC), groupes confessionnels, groupes de réflexion, organisations humanitaires, acteurs infranationaux, jeunes, secteur privé et personnalités influentes du monde politique, du monde universitaire et des médias à l'échelle internationale.

Le processus en 4 volets de C2G :

- **Augmenter la prise de conscience**
Les décideurs politiques et leurs conseillers, ainsi que d'autres acteurs essentiels, s'informent sur les nouvelles approches, leurs conséquences et les raisons pour lesquelles elles doivent être gouvernées.
- **Se réunir et collaborer**
Différents acteurs se réunissent, discutent et développent une compréhension commune et des approches collaboratives en matière de gouvernance.
- **Accélérer la prise de décisions**
Les gouvernements - à l'échelle nationale et dans le cadre des processus importants des Nations unies et d'autres organes intergouvernementaux - prennent des décisions visant à combler les lacunes critiques en matière de gouvernance.

L'évolution du rôle de C2G

C2G est une petite initiative, à durée déterminée, du Conseil Carnegie pour l'éthique dans les affaires internationales. Elle est entièrement financée par la philanthropie privée, notamment par les fondations V. Kann Rasmussen, Children's Investment Fund, OAK, IKEA, les fondations Open Society et MacArthur, et le Green Horizon's Fund. Ce financement ne suit pas l'agenda d'un parti politique. L'équipe virtuelle de C2G exerce

ses activités depuis sept pays répartis sur trois continents et apporte une expérience professionnelle diversifiée puisque ses membres ont travaillé aux Nations unies et dans d'autres OIG, dans des gouvernements, des OSC, des médias, des universités et des cabinets de conseil privés. L'équipe entretient des relations avec des décideurs et leurs conseillers dans le monde entier. C2G est orientée par un groupe consultatif composé de spécialistes hors pair des domaines connexes.

La contribution unique de C2G à la gouvernance des techniques émergentes de modification du climat repose sur son impartialité, son accès aux décideurs politiques de haut niveau à l'échelle mondiale, à sa vocation de catalyseur ainsi qu'à sa durée déterminée. C2G s'est fixé pour mission d'accélérer l'entrée d'autres acteurs dans ce domaine. Elle n'est donc pas une institution permanente, ni un institut de recherche, ni un groupe de réflexion, pas plus qu'un courtier en informations.

C2G a généré bon nombre de [documents d'information](#) et a organisé des [événements](#) afin de soutenir ce processus. Elle a notamment produit des [résumés et des rapports](#), des [blogs](#), des [infographies](#) et des [vidéos](#), ainsi qu'une série de ressources en ligne [C2GLearn](#), [C2GDiscuss](#) et [C2GTalk](#), qui visent à faciliter la prise de conscience et l'apprentissage. Des versions de ces nombreux documents ont également été traduites et sont publiées en [français](#), [espagnol et chinois](#). Fidèle à sa mission, C2G préfère aider les autres à créer leurs propres événements et documents, plutôt que de promouvoir sa propre identité.

La mission de C2G prendra fin en 2022-2023

Les décideurs politiques, la société civile et le secteur privé admettent de plus en plus que le GIEC a réaffirmé en 2022 que le déploiement de l'EDC à grande échelle est nécessaire pour atteindre les objectifs de température de l'Accord de Paris, ce qui signifie des émissions nettes égales à zéro et éventuellement négatives à l'échelle mondiale.

De nombreux acteurs se sont incorporés dans le domaine depuis que C2G a entamé sa mission en 2017, et C2G a déjà bien avancé dans la réalisation de bon nombre de ses objectifs en matière de gouvernance de l'EDC. Tout en axant de plus en plus ses activités sur l'incitation à la gouvernance de la MRS au cours des derniers mois de son existence, C2G continuera à :

- Travailler avec les gouvernements et les inciter à combler les lacunes en matière de gouvernance de l'EDC dans le processus de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) au moment où celle-ci commence à aborder cette question.
- Engager le dialogue avec les acteurs concernés pour veiller à ce que les objectifs de l'EDC soient en adéquation avec l'agenda global du développement durable, en particulier pour la biodiversité, la sécurité alimentaire et l'utilisation des terres, et surtout à l'heure d'examiner les « solutions fondées sur la nature ».

Les discussions sur la gouvernance de la MRS sont à ce jour moins avancées que celles sur l'EDC et déclenchent plus de polémiques, mais à mesure que la crise climatique s'aggrave, la recherche sur les techniques de MRS fait l'objet d'une attention croissante. C2G continuera à :

- Sensibiliser les gouvernements et les OIG afin d'accroître la prise de conscience et la compréhension à de nombreux niveaux, du national au régional et à l'échelle mondiale.
- Favoriser une plus grande implication des acteurs des pays du Sud, en particulier des pays les moins développés et des pays plus vulnérables au climat.
- Identifier les lacunes en matière de gouvernance, ainsi que la recherche et les discussions intra et intergouvernementales nécessaires pour les combler.
- Soutenir les gouvernements dans l'examen des conclusions du GIEC dans son sixième rapport d'évaluation concernant la gouvernance de la MRS, notamment par le biais de l'Assemblée générale des Nations unies.

Quoi qu'il en soit, C2G continuera à suivre et à réagir à l'évolution de la situation politique, scientifique et économique, et est prête à s'adapter rapidement si nécessaire. L'initiative s'efforcera notamment de prêter attention aux moments charnières éventuels, qui peuvent modifier les calculs des risques et créer de nouvelles exigences en matière de gouvernance.

Genève-New York, septembre 2022